



dossier de presse – 08/03/12 – Ce que Fukushima a ébranlé en France

Dossier de presse

Vendredi 9 mars 2012

Ce que Fukushima a ébranlé en France

Communiqué de presse	2
Citations	4
Ce que Fukushima a ébranlé en France	5
Le risque en France	8
Retour à Fukushima	10
L'appel des 3000	13
Pour aller plus loin.....	13

Communiqué de presse

Les enseignements de Fukushima, comme le nuage de Tchernobyl, bloqués à nos frontières

Fukushima un an déjà ! Au-delà de la dramatique catastrophe naturelle et de ses 20.000 morts que FNE ne veut pas oublier, il y a la réalité quotidienne du Japon d'aujourd'hui et le questionnement sur l'avenir, lesquels ne sont pas liés au tsunami, mais à la catastrophe nucléaire. Les répercussions en Europe ne se sont pas fait attendre à l'exception de la France qui allonge indéfiniment la durée de ses centrales en ignorant superbement le fait qu'elle est la dernière nation parmi les quatre les plus nucléarisées au monde à n'avoir jamais encore connu d'accident majeur.

La réalité quotidienne au Japon nécessite d'infinies précautions pour savoir si les aliments sont contaminés, combien de temps peut-on laisser les enfants jouer dehors... Pour ceux qui ont été évacués et qui sont encore hébergés provisoirement, la question de l'avenir est lancinante. Faut-il retourner sur place si on nous le propose ? Que fait-on si on ne nous propose rien ? Sera-t-on un jour indemnisé ou aidé ? La région de Fukushima sera-t-elle un jour habitable ?

Quant au gouvernement japonais, il fait face à une situation inédite. Il ne reste plus que 2 réacteurs sur 54 en fonctionnement au Japon. Et il ne semble pas que les autorités locales soient prêtes à accepter la remise en route des réacteurs arrêtés. Le Japon semble sortir du nucléaire sans le dire et dans les pires conditions.

Les retombées en Europe

En Europe, l'Allemagne et l'Italie ont fait un choix clair : en sortir définitivement. D'autres, comme la Suède, la Belgique et l'Espagne ont encore les choix devant eux. L'âge moyen de leurs réacteurs est de l'ordre de 30 ans et ils n'ont aucun projet en construction, ni en projet. L'Espagne vient de prolonger de 5 ans la durée de vie de son plus vieux réacteur qui a déjà dépassé 40 ans.

Seule la France, avec la Grande Bretagne où EDF est aussi à la manœuvre, a fait le choix inverse : poursuivre activement dans le nucléaire, ne fermer aucun réacteur et en programmer d'autres, y compris en front de mer exposé aux tsunamis.

Une industrie qui fonctionne sans assurance

La politique française d'économie consiste à « tirer » le plus possible la durée de vie des réacteurs nucléaires déjà bien amortis. C'est un pari dangereux. Si la sortie n'est pas rapidement programmée, la politique énergétique vigoureusement modifiée, le nucléaire faussement « pas cher », les français risquent d'avoir à le payer « très cher ». Rappelons que les compagnies d'assurance se refusent à assurer un risque considéré comme trop important...

La France joue à la roulette russe

On entend de plus en plus souvent dire, par les tenants du nucléaire, qu'un accident tous les 10 ans ou tous les 20 ans serait acceptable tant sont grands « les bénéfices du nucléaire ». Les 4 pays ayant le plus grand nombre de réacteurs, et donc le plus de risques statistiques, sont les USA, le Japon, la Russie et la France.

Pour Maryse Ardit, pilote du réseau énergie : « *Un accident majeur a eu lieu aux USA¹ en Russie² et au Japon. La France a surement les meilleurs ingénieurs du Monde mais elle pourrait bien être la suivante sur la liste. La fréquence des accidents nucléaires est 200 fois plus importante que celle prévue dans les années 70, au même moment où fut forgé le mythe d'un nucléaire sûr* ».

Pour Bruno Genty, président de FNE : « *la question ne peut plus être « faut-il sortir du nucléaire ? » mais « comment, quand et par quels moyens ? » . Nous en sommes comptables, non seulement vis-à-vis des générations futures mais dès aujourd'hui vis-à-vis de tous les autres peuples de la planète qui n'ont pas fait nos choix* »

¹ Three Miles Island – 1979

² Tchernobyl – 1986

Citations

La plus incroyable

« Il n'y a plus de raison sanitaire, aujourd'hui, d'empêcher le retour des populations évacuées à Fukushima, qui, au final, n'aura fait aucun mort par irradiation ».

Jean-Marc Jancovici, 15 février 2012, à l'occasion d'un entretien paru dans BIP³

M. Jancovici est un expert. Il sait parfaitement que les morts de la radioactivité viendront plus tard au rythme des cancers. Renvoyez les gens chez eux, c'est prendre le risque d'en accroître le nombre pour une seule raison : pouvoir annoncer que la crise est finie

La plus honteuse

« S'il y avait eu des EPR à Fukushima, il n'y aurait pas eu de fuites possibles dans l'environnement quelle que soit la situation ».

Anne Lauvergeon, le 16 mars 2011

L'EPR n'existe pas encore, mais il fallait déjà essayer de le vendre à un peuple dans une situation dramatique !

La plus stupide

« Je suis globalement rassuré. Nous avons constaté qu'il n'y a pas de radioactivité forte autour de la centrale ».

Eric Besson, le 21 février 2012, à l'issue de 2 heures de visite surtout en bus encadré par le directeur de la centrale.

Même protégés de la tête aux pieds, il est clair que le directeur de la centrale n'a pas promené ses illustres visiteurs dans les lieux les plus radioactifs. Tirer une telle conclusion après deux heures de visite très encadrées prouve qu'il en faut très peu pour rassurer le ministre et que sa conclusion était écrite avant le départ.

³

http://www.manicore.com/documentation/articles/entretiens/enerpresse_2012.html

Ce que Fukushima a ébranlé en France

Deux accidents qui tombent très mal pour la France

Il est vrai que, du point de vue du gouvernement français, les deux plus grands accidents de l'histoire du nucléaire sont intervenus au plus mauvais moment.

Tchernobyl 1986. La France est lancée dans la production de six réacteurs nucléaires par an depuis la décision de 1974 et aucune marche arrière ne paraît possible. Il faut donc minimiser l'accident et surtout expliquer que c'est impossible chez nous et que le nuage n'a pas franchi la frontière, ni contaminé nos aliments.

Fukushima 2011. La France est lancée dans le renouvellement des réacteurs. Un premier EPR est en chantier à Flamanville avec de très nombreuses malfaçons, des accidents mortels, un retard de plusieurs années et un coût doublé. Un second EPR est en projet avancé avec un débat public. Mais là il devient plus difficile de dire que ceci est impossible chez nous car ce qui s'est produit était aussi « impossible » du point de vue du Japon. Donc on va vérifier que nos réacteurs « tiendraient à l'imprévisible » : ce sont les évaluations complémentaires de sécurité (ECS) censées rassurer les français. Bien sûr, on a limité raisonnablement l'imprévisible pour arriver à la conclusion bien prévisible : aucun réacteur ne doit être fermé pour cause d'insécurité mais des améliorations doivent être apportées.

Changement de discours

Jusqu'à Fukushima le discours des partisans du nucléaire était simple : l'accident est impossible chez nous. D'ailleurs, il faut se rappeler les débats pour arriver à envisager la distribution de pastilles d'iode autour des centrales dans les années 90. Mais même là, nul n'y croyait vraiment. Puis les choses ont légèrement bougé avec la création du CODIRPA (comité directeur pour la gestion de la phase post accidentel d'un accident nucléaire). Mais ce comité est à ce point confidentiel qu'il n'a pas fait vraiment changer le discours public.

Fukushima a vraiment fait changer le discours. L'accident paraît possible chez nous. Les plus hautes instances techniques (ASN⁴, IRSN⁵) l'ont dit : on ne peut pas affirmer que l'accident est impossible en France. Les politiques se sont soigneusement tus sur ce sujet.

Mais alors, si l'accident est possible, le plus urgent est de :

 Limiter au maximum l'ampleur de l'accident, à défaut de supprimer le risque, d'où les recommandations de travaux sur les réacteurs et la formation d'une équipe d'intervention rapide ;

 De préparer la population à l'idée qu'on peut vivre en milieu contaminé. Et pour ce faire, il faut démontrer que cela s'est déjà produit ailleurs, d'où les études financées par l'Europe pour envoyer des chercheurs en Biélorussie, non pas pour soigner les enfants comme l'ont fait Bandajevsky et Nesterenko, médecin et physicien biélorusses, mais pour apprendre aux populations comment survivre en milieu contaminé.

Le tremblement de terre est déjà loin dans les mémoires, le tsunami aussi, mais la menace nucléaire reste omniprésente. L'Etat japonais veut clore ce chapitre et une des techniques est d'abandonner les personnes évacuées, sans aide, pour qu'elles n'aient pas d'autre solution que d'accepter de revenir.

Nous sommes passés de « l'accident est impossible » à « on peut parfaitement vivre en zone contaminée, manger des légumes et fruits (5 par jour) plus ou moins contaminés ».

⁴ ASN : Autorité de Sûreté Nucléaire

⁵ IRSN : Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire

Le regard des élus locaux

L'association française Cités Unies et son homologue japonais CLAIR ont organisé un voyage du 12 au 14 janvier pour les élus locaux des villes proches d'une centrale nucléaire. La Hague, Chinon et Fessenheim ont répondu à cette invitation. Ils ont pris le temps de rencontrer leurs homologues et de comprendre ce que peut signifier une telle catastrophe, non pas vue de Paris ou Tokyo, mais vraiment subie dans les territoires. Leurs témoignages nous a paru essentiel.

Quand je vois défiler ces magnifiques paysages de Fukushima aujourd'hui contaminés, je ne peux m'empêcher de penser à ma région et de m'interroger sur le devenir de ces territoires... Pour nous, ajoute Yves Dauge, sénateur d'Indre et Loire et adjoint au maire de Chinon, ce voyage est un cas concret. Tout ce qui nous a été dit me perturbe beaucoup. A l'avenir, qui va vouloir s'installer ici ? Quelle entreprise va vouloir investir ?⁶

Ils ont rencontré le maire de Litate qui leur a expliqué comment « l'ennemi invisible », à savoir la radioactivité, a détruit tous les projets, en particulier le développement de l'agriculture biologique. Un membre du secrétariat pour la reconstruction leur a expliqué que les efforts de décontamination ne donnent pas grand-chose car le vent et la pluie déplacent les dépôts radioactifs accumulés dans les forêts et les montagnes.

Ainsi, ils ont pu constater la solitude et l'abandon des élus locaux dans une telle situation. « Est-ce que l'on peut exiger des chauffeurs de bus, des gendarmes ou des pompiers d'intervenir dans des milieux devenus aussi hostiles ? Avons-nous les moyens de garantir leur sécurité ? »

Si leurs conclusions sont différentes, elles reflètent toutes une réelle inquiétude. « Ce drame confirme l'importance de ne pas faire d'économies sur la sécurité et de maintenir les exploitants sous le statut de sociétés nationales. »

Pour Yves Dauge, c'est clair, aujourd'hui : « il faut affirmer la nécessité de sortir du nucléaire ».

⁶ Article dans l'édition du Monde du 1^{er} février 2012

Le risque en France

Cet accident a provoqué en France des doutes jusque dans les rangs des partisans du nucléaire. Le Japon n'est pas l'URSS. Le type de réacteur est très proche des réacteurs français (eau bouillante versus eau pressurisée). Il y a donc des leçons à tirer de cet accident sans aller trop loin... car le nucléaire ne doit pas être mis en cause ! D'où les évaluations complémentaires de sûreté pour voir comment se comporte le réacteur en situation dégradée, comment améliorer la sûreté tout en expliquant que tout va bien quand même !

Pas besoin d'un tsunami pour déclencher un accident nucléaire

On a beaucoup entendu que la France ne risquait pas un tsunami, ni un tremblement de terre comme le Japon. C'est oublier un peu vite le « presque accident » du Blayais lors de l'inondation de la centrale en 1999 ou encore la centrale de Fessenheim installée en contrebas du barrage et qui serait inondée en cas de rupture de la digue.

Mais c'est autrement que doit être posée la question. Pour tout réacteur nucléaire, le risque fondamental est la perte d'électricité et la perte d'alimentation en eau puisque celui-ci doit être refroidi en permanence même à l'arrêt. Ceci peut survenir de bien d'autres façons qu'un tremblement de terre ou qu'un tsunami, sans compter la malveillance que les évaluations complémentaires de sécurité n'ont pas pris en compte : des prises d'alimentation qui se colmatent, une canicule accompagnée de sécheresse (pour les réacteurs installés sur des rivières), une chute généralisée du réseau électrique, une violente tempête généralisée, un attentat... ainsi que la combinaison de toutes ces possibilités ! Et la seule question qui vaille est : ferons-nous mieux que les Japonais sachant que tout français a un réacteur nucléaire à moins de 300 km de chez lui ?

Des centrales déjà anciennes dont la vie va encore être prolongée

Les centrales les plus anciennes commencent à dépasser 30 ans. Elles ont été élaborées à une période où aucune réglementation n'existait, avec les connaissances de l'époque. Ainsi les 34 premiers réacteurs n'ont qu'une seule enceinte de confinement tandis que les suivants en ont deux. Rien n'a été entrepris à ce sujet. Les résultats des évaluations complémentaires de sûreté pointent toute une série de travaux nécessaires. Seront-ils tous faits ? Peuvent-ils être faits ? A quel coût ? Et surtout dans quel délai ? S'ils sont nécessaires à la sécurité, il est difficile d'imaginer les étaler sur 10 ou 15 ans.

Rappelons que la centrale de Fukushima avait 40 ans. La tentation est très forte en France de « tirer » la durée de vie des centrales nucléaires jusque 40 ans, puis 50 ans, voire même 60 ans... ou alors jusqu'à l'accident. S'il est possible de changer certains équipements, même lourds, comme les générateurs de vapeur, c'est impossible pour d'autres éléments tels que la cuve qui contient les combustibles. Or les aciers soumis à des rayonnements intenses vieillissent plus vite. Qu'en est-il des fissures qui ont été détectées dans certaines cuves ?

Il s'agit là d'une sorte de pari. La cour des comptes a clairement montré que le plus rentable était de prolonger les durées de vie des centrales existantes car construire des EPR coûterait très cher... aussi cher que construire d'autres équipements énergétiques pour des énergies renouvelables. Le pari qui semble pris est : « on croise les doigts, on espère que ça tiendra » et on améliore la situation par petits bouts ici ou là.

Les piscines de La Hague

Fukushima a attiré l'attention sur les piscines de refroidissement du combustible usé. Un élément qui n'était pas apparu à Tchernobyl. En France, il y a une piscine autour de chaque réacteur mais, après 3 années, tous ces combustibles usés se retrouvent dans d'immenses piscines à La Hague, en attente de retraitement. Aujourd'hui, 108 cœurs de combustibles usés sont entreposés à La Hague, ce qui en fait probablement la plus grande concentration provisoire de déchets et de matières nucléaires au monde.

Ces piscines sont sous de simples bâtiments en tôle, donc très peu protégées. D'ailleurs rappelons qu'après l'attentat du 11 septembre, C'est le seul site nucléaire en France qui a été protégé par des batteries anti-aériennes pour empêcher tout survol. Cette concentration en fait un des lieux probablement les plus dangereux, même s'il n'y a aucun réacteur sur place.

Cette situation très particulière résulte du choix français de retraiter les combustibles pour extraire le 1% de plutonium qu'il contient. Peu de pays au monde ont fait ce choix qui ne comporte aucun avantage. En fait la France a mis au point la technique d'abord pour des raisons militaires (la bombe au plutonium), puis pour les réacteurs Phénix et Superphénix. Enfin, elle a inventé le MOX pour continuer à faire tourner l'usine. Puis, elle a vendu ce retraitement à de nombreux pays en leur faisant croire qu'ils avaient trouvé une solution pour leurs déchets nucléaires afin de le rentabiliser. Aujourd'hui, La Hague renvoie les restes des déchets nucléaires allemands retraités avec des convois ferroviaires particulièrement mouvementés. Mais les commandes étrangères vont maintenant se faire rares.

L'industrie nucléaire est assurée...à la marge !

C'est un des faits les moins souvent évoqués. L'industrie nucléaire n'est pas assurée. En fait si, mais très peu. EDF est assurée pour 91 millions d'euros en cas d'accident. Des évaluations sur le coût réel de l'accident de Tchernobyl convergent autour de quelques centaines de milliards de dollars.

A ce stade, il est difficile d'évaluer ce que sera le coût de Fukushima, la catastrophe n'étant pas terminée, mais il risque de se situer dans les mêmes ordres de grandeur.

En effet, cet accident a été classé au niveau 7 comme Tchernobyl, le plus haut niveau de l'échelle, même si au début, les tentatives de minimisation avait donné un niveau 4, puis 5, puis 6. Les évaluations initiales donnaient des rejets de l'ordre de 10% de ceux de Tchernobyl. Ceux de Tchernobyl sont aujourd'hui bien connus contrairement à ceux de Fukushima sans compter que certains sont partis directement en mer. Ainsi, entre juin et septembre, l'évaluation de l'IRSN sur les rejets de césium a doublé pour atteindre 27 millions de milliards de Becquerels rien que pour le césium. Les évaluations actuelles commencent à donner 40 à 50%. Nous sommes donc dans des rejets qui, in fine, seront du même ordre de grandeur que Tchernobyl, dans un pays plutôt plus développé, donc le coût se situera dans les mêmes valeurs.

Si un tel accident se produisait en France, ce sont les citoyens qui devraient payer les centaines de milliards d'euros. On paierait alors très cher le nucléaire « pas cher ».

Retour à Fukushima

L'état de la centrale et l'eau contaminée

La centrale de Fukushima comporte 6 réacteurs dont 4 sont gravement touchés, 3 d'entre eux ayant subi une explosion liée à l'hydrogène et leur cœur a partiellement fondu. Le quatrième n'était pas chargé, mais sa piscine a explosé. De plus, chacun d'eux est équipé sur le dessus d'une piscine de refroidissement dans laquelle se trouve le dernier cœur usagé qui a été déchargé. Jamais un accident d'une telle ampleur n'a été envisagé par le monde nucléaire.

La particularité du nucléaire est qu'il faut continuer à refroidir les réacteurs même longtemps après l'arrêt car les éléments radioactifs accumulés dans le cœur continuent à dégager de la chaleur. C'est pourquoi les cœurs usés sont placés dans des piscines durant plusieurs années afin de les refroidir. Pour donner un ordre de grandeur, la chaleur dégagée représente quelques pour cents à l'arrêt du réacteur, environ 1% après 2 jours, et encore un pour mille après un mois.

Toutes les prises d'eau ayant été détruites et les bâtiments endommagés, il a fallu apporter de l'eau en circuit ouvert, c'est-à-dire qu'on déverse l'eau sur le cœur du réacteur et qu'ensuite elle s'accumule dans les sous sols. Cette eau est hautement radioactive. Naturellement, vu l'état des bâtiments, une partie de cette eau estimée en gros à 5% fuit directement dans le sous sol. D'ailleurs une alerte a eu lieu très tôt quand de l'iode radioactive a été retrouvée dans la nappe phréatique sous le réacteur.

Dès juillet, une installation a été mise en place pour décontaminer les 200.000 m³. Tout devait être fini pour décembre, mais avec de nombreux problèmes, il reste encore aujourd'hui 100.000 m³ à décontaminer sachant qu'il s'en produit encore régulièrement, mais en quantité moindre. De plus, la décontamination a produit près de 6.000 m³ de boues hyper radioactives ainsi que des déchets solides s'accumulent partout et aucune ville ne souhaite accueillir un centre de stockage.

Des annonces ont été faites une fois de plus pour rassurer. L'arrêt à froid serait atteint, donc le réacteur serait en dessous de 100°, mais en réalité les thermomètres qui donnent des indications supérieures sont considérés comme défectueux...

TEPCO se donne 10 ans (s'il existe encore) pour tenter de sortir les combustibles du cœur des réacteurs et 50 ans pour nettoyer complètement le site. Compte tenu des problèmes d'espace au Japon, il n'est pas prévu de mettre les réacteurs sous cloche comme à Tchernobyl.

La **radioactivité** se mesure en Becquerels (Bq) qui représente le nombre de rayonnements par seconde quel que soit ce rayonnement (alpha, bêta, gamma notés aussi α , β et γ). Le Becquerel est une très petite unité. L'unité ancienne, le Curie, représente 37 milliards de Becquerels. Du coup dans un accident comme Tchernobyl ou Fukushima, on compte en TeraBecquerels (1TeraBq = 1000 milliards de Becquerels).

Les conditions de travail sur le site

Quelques éléments de contexte :

La dose maximale admissible a été relevée de 20mSv pour les travailleurs (100 dans les périodes d'urgence) à 250mSv, une dose qui accroît sensiblement les risques de cancers ;

Officiellement, un seul décès, mais pas dû à la radioactivité, ce qui est normal car la radioactivité tue lentement, sauf quand les doses dépassent le Sievert ;

Deux mois après l'accident, seuls 10% des travailleurs avaient bénéficié d'une mesure de la contamination interne ;

Il n'y avait que 3 appareils pour faire cette mesure sur le site de la centrale ;

Sur les 17.800 travailleurs qui sont officiellement intervenus sur le site depuis l'accident jusqu'en décembre, 169 ont reçu une dose supérieure à 100mSv, mais les doses les plus importantes ont été prises dans les premiers mois durant lesquels les mesures ont été notoirement insuffisantes ;

Des travailleurs du nucléaire à la retraite ont proposé de venir remplacer les jeunes pour leur éviter des doses élevées. Il ne semble pas que leur offre ait été retenue ;

Deux travailleurs ont été fortement contaminés par l'eau radioactive. Le niveau de dose externe se comptait en Sieverts/h (!) à cet endroit ;

Enfin, des appels ont eu lieu pour aller chercher des travailleurs dans des zones socialement très défavorisées, certains n'ont travaillé que quelques jours dans des zones très chaudes et leur trace est perdue. Interrogé, Tepco confirme qu'ils ne sont pas sur ses listes. Des rumeurs plus qu'insistantes font état de collusion avec le monde des Yakuza (l'équivalent de la mafia) qui s'est parfois chargé de recruter les travailleurs en urgence, lesquels ont travaillé dans des zones normalement inaccessibles .

Un dernier élément est important. Prenant exemple sur la France, Tepco avait progressivement divisé par 2 le temps de maintenance des installations, ce qui ne semble pas avoir été le cas pour d'autres exploitants et qui peut avoir fragilisé l'installation selon certains travailleurs

Pour traduire **l'impact de la radioactivité sur les êtres humains** (qui est différente selon la nature du rayonnement), on utilise **la dose** de radioactivité qui s'exprime en Sieverts (Sv). Comme c'est une grande unité, on utilise les millisieverts (mSv = 0,001 Sv) et les microSieverts (μ Sv= 0,001 mSv).

La dose maximum est réglementée. Ainsi, en France, sans la radioactivité naturelle, elle est limitée : - à 1mSv par an pour le grand public ;
- à 20 mSv par an pour les travailleurs du nucléaire dans les postes exposés.

Au Japon, les données qui vous sont fournis sont souvent en μ Sv/h car la mesure est instantanée. Pour voir si la zone serait acceptable pour y vivre à l'année, il faut passer en mSv/an en multipliant par le nombre d'heures dans l'année (8760 h). Ainsi, une dose de 3μ Sv/h donne 26 mSv/an.

L'impact sur la population

L'impact sur la population d'un tremblement de terre ou d'un tsunami est radicalement différent de celui d'un accident nucléaire. Dans le premier cas, on compte de très nombreux morts et des destructions considérables. Mais une fois passé la crise, on déblaie, la vie reprend et la reconstruction s'amorce. Pour l'accident nucléaire, rien de tel. On ne compte pas de morts immédiatement, mais...

La première annonce du gouvernement qui a décrété que la dose maximale pour le public, enfants compris, passait à 20mSv (la dose maximale pour un travailleur du nucléaire) a cassé toute confiance dans le gouvernement.

L'évacuation sur les 20km autour de la centrale a ignoré un phénomène bien connu depuis Tchernobyl : la contamination discontinue par zone selon le vent et la pluie. Ainsi Litate, à 40km, connaît une contamination analogue à certaines zones au sein des 20 km et a été évacué bien plus tard après que des citoyens, aidés par des scientifiques ont commencé à dresser la carte des zones contaminées.

Les dizaines de milliers de personnes qui sont parties de chez elles errent encore sans savoir ce qu'elles vont devenir, un an après. Pourront-elles revenir un jour ? Sans danger pour les enfants ? Pour ceux qui sont restés, l'inquiétude est considérable. Ils doivent prendre des précautions... Des enfants qui vont à l'école en portant des masques et des dosimètres les cours des écoles que les parents ont dû eux-mêmes décaper pour diminuer l'exposition de leurs enfants quand elles ne sont pas purement interdites d'accès, le niveau de contamination de l'alimentation...

Le souci principal porte sur l'alimentation. Aujourd'hui, l'iode radioactif a disparu. Reste tous les autres éléments à vie plus longue dont le césium qui est le souci principal. Des normes provisoires élevées ont été fixées pour le riz (500 Bq/kg), mais comment vérifier le niveau de contamination ? Beaucoup de lots dépassent cette norme. De la paille de riz contaminée jusque 57.000 Bq/kg a été donnée à des bœufs et la contamination a été détectée trop tard.

Un élément positif est que la société nipponne commence à s'organiser avec l'aide de scientifiques à la fois pour avoir des moyens de mesures de la contamination et pour dresser la carte des zones contaminées. Un ou des laboratoires comme ceux de l'ACRO⁷ ou de la CRIIRAD⁸ en France sont en train de naître

A ceux qui ressassent en France les « 0 mort » officiels de l'accident nucléaire, il faut répondre par la parole du maire de Litate : « le traumatisme, le choc violent du tsunami paraissent préférables au mal invisible et sans fin de la radioactivité. Car l'important dans ce genre de situation est de pouvoir reconstruire, ce que la nature du mal radioactif ne permet pas. »

⁷ ACRO : Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest

⁸ CRIIRAD : Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité

L'appel des 3000

Le gouvernement français est en train de faire un pari plus que risqué en prolongeant la durée de vie des centrales et en lançant des EPR dont les chantiers connaissent des déboires incroyables pour des équipements aussi dangereux et menaçants. Cette politique est conduite :

- Au nom de l'économie et d'une filière française qu'il souhaite vendre au monde entier, particulièrement dans les pays du sud qui n'ont pas aujourd'hui les compétences nucléaires pour les maîtriser par eux-mêmes et sans se soucier des risques de prolifération ;

- Au nom d'une électricité soit disant « pas chère » alors que toutes les formes anciennes d'énergie sont appelées à voir leur prix augmenter, à l'inverse des énergies renouvelables, et que l'énergie nucléaire elle-même est la seule filière industrielle connue dont les prix augmentent avec une meilleure connaissance des enjeux ;

- Au nom du court terme et sans intégrer les enjeux auxquels devront faire face les générations futures (territoires contaminés, niveau ambiant de radioactivité en augmentation, déchets nucléaires).

FNE refuse toutes ces mauvaises raisons et demande avec insistance une rupture radicale dans la politique énergétique comme le déclare l'appel des 3000 :

- Réduisons nos consommations d'énergie (rénovation des bâtiments, circuits courts, fret ferroviaire, éclairages inutiles, efficacité énergétiques des équipements)

- Engageons la diminution de l'électricité nucléaire pour une sortie entre 2030 et 2035 avec arrêt des EPR et fermeture immédiate de Fessenheim.

- Accélérons le développement des énergies renouvelables.

Pour aller plus loin

Institut de Radioprotection et de Surveillance Nucléaire

<http://www.irsn.fr/FR/Pages/Home.aspx>

Association pour le Contrôle de la Radioactivité de l'Ouest

<http://www.acro.eu.org/>